

**MINISTERE DE L'URBANISME, DE
L'HABITAT, DE L'HYDRAULIQUE ET
DE L'ASSAINISSEMENT**

SICAP SA

**REVUE DE LA CONFORMITE DE LA
PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2008 - LOT 1**

RAPPORT DEFINITIF

DECEMBRE 2009

**GROUPEMENT CABINET
MONTEIL & Cie / MAMADOU BARRY**

Immeuble Café de Rome Bd de la
République – Dakar

38, Avenue Malick Sy - Dakar

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR.....	3
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES.....	7
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT.....	10
3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	14
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE.....	17
5. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES.....	21
6. REVUE DETAILLEE DES MARCHES.....	25

ANNEXES

Annexe n°1	Commentaire de l'Autorité Contractante sur le Rapport Provisoire
Annexe n°2	Réponse de l'Auditeur

OPINION DE L'AUDITEUR

Commentaires préalables à l'opinion de l'Auditeur
--

La mission de revue devant principalement déboucher sur l'expression d'une opinion sur le degré de respect des dispositions et procédures du Code des Marchés, l'Auditeur a formulé cette opinion selon la stratification ci-après :

Types d'opinion retenus par l'Auditeur

Explicitation des critères propres à chaque type d'opinion

Opinion « **Performance Parfaite** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de forme et de fond du Code en matière de passation de marchés

Opinion « **Performance Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante s'est conformée aux directives de fond, mais n'a pas respecté certaines dispositions de forme en matière de passation de marchés (**ie** dispositions de forme **n'entraînant pas des violations aux principes d'économie, d'équité et transparence**. **Ex** : non établissement et/ou non transmission des rapports périodiques exigés par le Code, archivage défectueux des documents, etc...).

Opinion « **Performance Moyenne** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté, sur un nombre très limité de marchés et pour des montants non significatifs certaines directives de fond en matière de passation de marchés.

Opinion « **Performance Non Satisfaisante** »

L'Autorité Contractante n'a pas respecté les directives en matière de passation de marchés, de manière récurrente et sur un nombre et pour des montants significatifs de marchés

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la **Société Immobilière du Cap Vert (SICAP SA)** au titre de la gestion 2008.

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite **dans les développements qui suivent**, par référence aux dispositions du **Code des Marchés – Décret n° 2007-545 du 25 avril 2007**, complété par le **Décret n° 2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** et par le Décret n° 2007-547 portant création de la **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**. Il a été également pris en compte les dispositions des Arrêtés et Circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté, outre la revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité contractante, sur un montant total de marchés de francs CFA 9 370 952 411, soit 25 % des marchés passés au titre de la gestion 2008 par la SICAP SA.

Constats à l'issue de ces travaux :

Au plan institutionnel, la SICAP s'est conformée à la date du 25 février 2008 aux dispositions du nouveau Code des Marchés Publics en ce qui concerne la mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés (confère note de service n° 0040/DAJ/SEC portant création de la Cellule de Passation des Marchés Publics et de la Commission des Marchés Publics). Les représentants de la Commission des Marchés comme de la Cellule de Passation des Marchés ont dirigé toutes les séances d'ouverture des plis et d'évaluation des offres au niveau de la SICAP durant la gestion 2008. Ils ont signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics depuis le 08 février 2008 et ces documents ont été transmis à la DCMP et à l'ARMP le 04 mars 2008. La SICAP a transmis le Plan de Passation des Marchés (PPM) le 07 février 2008 à la DCMP.

Toutefois, la Cellule de Passation des Marchés comme la Commission des Marchés n'ont pas établi, chacune en ce qui la concerne, les rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés et le rapport annuel de passation de marché. Au plan de la passation des marchés, les Procès Verbaux (PV) d'ouverture des offres n'ont pas été systématiquement communiqués aux soumissionnaires comme le préconisent les dispositions réglementaires.

En ce qui concerne un programme, le projet immobilier SICAP MBAO VILLENEUVE PHASE II a connu un décalage de plusieurs mois du surtout à un retard dans la mise en œuvre du contrôle a priori de la DCMP sur les dossiers d'appel d'offres.

../..

- 2 -

Enfin, l'Auditeur a identifié des dépenses au titre des honoraires d'avocats et d'un cabinet fiscal reconduites tacitement à partir de conventions ou d'un protocole d'accord signés depuis plus de trois (3) ans.

La revue détaillée des marchés a cependant permis de constater que la SICAP SA s'est conformée, dans l'ensemble, aux dispositions du Code des Marchés Publics.

Conclusion de l'Auditeur :

Les constats ci-avant amènent à l'expression de la part de l'Auditeur d'une opinion « **Performance Satisfaisante** » en ce qui concerne la SICAP SA pour la gestion 2008.

Fait à Dakar, le 31 Décembre 2009

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**

**1- DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET
PROCEDURES DE PASSATION DES
MARCHES**

1. BREF RAPPEL DU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL DU SYSTEME ET DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

▪ Dispositif institutionnel

Le décret n° **2007-545 du 25 Avril 2007** institue le Code des Marchés Publics au Sénégal. Il est complété par le **décret n°2007- 546** portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le **décret n° 2007-547** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP). Des Arrêtés ont été pris par le Ministre de l'Economie et des Finances, en application de certaines dispositions du Code des Marchés.

Le Code des Marchés Publics entre en vigueur, dès le mois de janvier 2008 (circulaire n°4 PM du 28/12/2007).

Le dispositif institutionnel comprend :

- Les **Autorités Contractantes** avec les structures suivantes installées à leur niveau : les **Commissions de Marchés** et les **Cellules de Passation des Marchés**.
- La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)**, en charge, entre autres missions, du contrôle a priori des dossiers transmis par les Autorités Contractantes ; ce contrôle s'exerce à trois niveaux , en fonction de seuils de marchés fixés :
 - examen préalable des Dossiers d'Appel d'Offres (DAO) ;
 - examen des procès verbaux d'analyse comparative des offres et recommandations pour l'attribution provisoire des marchés ;
 - examen juridique et technique des marchés.

(se reporter à l'Annexe n°1)

- **L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)**, en charge, entre autres missions (avis, propositions, recommandations), du contrôle a posteriori des procédures de passation des marchés (audits) et du règlement des différends portés à son attention (dénonciations d'irrégularités, recours) par les parties concernées par la passation des marchés.

▪ Procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés (PPM)**, pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon une des formes ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

▪ **Procédures d'approbation des marchés**

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

▪ **Procédures d'exécution du marché**

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

▪ **Rapports périodiques sur les marchés**

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2- OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2. OBJECTIFS DE L'AUDIT ET METHODOLOGIE ADOPTEE

2-1 Spécificités de la Gestion 2008

La gestion 2008 correspond à la première année d'application du nouveau Code des Marchés Publics.

Elle se caractérise donc par la co-existence :

- de marchés exécutés en 2008 mais dont les procédures de passation (appels d'offres, adjudication), avaient été initiées en 2007 selon les dispositions du décret 2002-550 du 30 mai 2002 ;
- de marchés initiés en 2008 selon les dispositions du nouveau code.

Les interventions de l'Auditeur ont concerné exclusivement les marchés régis par le décret n°2007-545 (nouveau Code).

2-2 Objectifs de l'Audit

La présente mission a pour **objectif principal** :

- la vérification du processus de passation des marchés et des contrats signés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2008, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés ;
- l'expression d'un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du Code des Marchés pour les dépenses des Autorités Contractantes.

Les **objectifs spécifiques** suivants doivent être atteints à l'issue de la mission :

- expression d'une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées ;
- contrôle de la conformité des procédures avec les principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le Code des Marchés ;
- expression d'une opinion sur la qualité des contrats (aspects techniques et économiques).

2-3 Méthodologie générale retenue pour la mise en œuvre de la mission

2-3-1 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur :

- à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2008.
- à l'ARMP, pour la confirmation de la réception des rapports annuels 2008 des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;

Les réponses obtenues ont été comparées aux résultats des revues effectuées au niveau des Autorités Contractantes.

2-3-2 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante

Cette étape –importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2008 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2008 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31/12/2008 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2008 ;
- Rapport d'activités 2008 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2008 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2008 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence :

- les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission ;
- les marchés non portés à l'attention de l'Auditeur ;
- les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-3 Constitution de l'échantillon

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2-3-4 Revue détaillée des marchés retenus

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

**3- PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE
CONTRACTANTE**



3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

La SICAP SA, anciennement la Société Immobilière du Cap-Vert (SICAP) est une Société Anonyme à Participation Publique Majoritaire créée en 1950, dont le Siège est au cœur de ses réalisations à la Place de l'Unité Africaine à Dakar au Sénégal.

Son Capital est de 2.742.640.000 F.CFA, dont 89,57 % détenu par l'Etat du Sénégal.

La SICAP a pour objet toute la mise en œuvre d'opérations tendant à supprimer la crise du logement, à améliorer les conditions de l'habitat au Sénégal et à participer à ces fins à l'exécution des plans d'extension ou d'aménagement des villes, notamment ceux résultant de l'application du plan directeur de toutes les régions du Sénégal.

Elle est habilitée en conséquence à effectuer les opérations suivantes :

-  L'acquisition, la mise en valeur, l'administration, la location, la prise en location, la vente ou l'échange en totalité ou en partie de tous terrains et immeubles ;
-  Le lotissement, la construction, le gérance pour elle-même ou pour le compte de tiers de terrains et bâtiments ; la construction, l'aménagement de tous immeubles de rapport ou hôtel, leur gérance, leur location, vente ou échange.

La société pourra accomplir toutes opérations nécessaires à la réalisation de son objet social par voie de création de sociétés nouvelles, de participation à leur constitution ou à l'augmentation du capital de toute société existante par fusion ou autrement, le tout sans que l'énumération qui précède puisse être considérée comme limitative. La société pourra ensuite procéder à des opérations de crédit immobilier.

De 1951 à nos jours, la SICAP SA a construit 13.620 logements dont 5.825 en location simple et 7.435 en location vente, pour un investissement global de 55,497 milliards de F.CFA comprenant les terrains, les voiries et réseaux divers, la construction.

Le mode d'intervention de la SICAP est le suivant :

- Sur le plan technique, les études sont confiées à des cabinets privés, les études architecturales sont réalisées par la Direction Technique qui élabore également les dossiers de demande de financement et d'appel d'offres (A.O) ou confiées à des architectes ; les travaux par corps d'état séparés ou en tous corps d'état sont confiés à des entreprises spécialisées, par suite de consultations restreintes, et, de plus en plus, suite à des appels d'offres ; le contrôle technique est assuré par la Direction Technique de la SICAP et supervisé par des bureaux spécialisés ; la SICAP régleme les modifications

des logements dans son patrimoine ; elle assure également l'entretien des logements en gestion, comme stipulé dans les conditions générales de ses contrats, en confiant des travaux à des entreprises spécialisées par corps d'état ;

- Sur le plan financier, pour le financement de ses programmes, différentes formes sont mises en œuvre : (i) le financement sur fonds propres, (ii) le financement bancaire, (iii) le financement acquéreur, (iv) la vente en l'état futur d'achèvement, (v) la réalisation « clef en main » par l'intermédiaire d'entrepreneurs ayant une bonne couverture financière ;
- Sur le plan du partenariat, pour l'apport de technologies nouvelles, une meilleure logistique et des financements qui peuvent accélérer son processus de production de logements tout en réduisant les coûts et en améliorant la qualité etc.

Les programmes de la SICAP ont porté sur la réalisation du Centre Commercial Jean Jaurès, l'amorce de programmes en cours "SICAP Complexe Point E", "TOUBA SICAP", "SICAP Foire", "SICAP MBAO VILLENEUVE" : 7,893 Milliards, "SICAP KEUR GORGUI" (Site Pyrotechnie) : 69, 098 Milliards.

Budget de fonctionnement 2008 (résumé) en milliers de F.CFA

Désignation	Charges	Produits	Résultat
Lotissements	29.148.647	32.689.022	3.540.375
Services centraux	2.594.798	420721	- 2.174.077
Récapitulation	31.743.445	33109743	1.366.298

Budget d'investissement et d'équipements 2008 (résumé) en milliers de F.CFA

Désignation	Montants
Investissements	44.677.500
Autres projets	150.000
Equipements	242.099
Total général	45.069.599

Financement du budget 2008 (résumé) en milliers de F.CFA

Désignation	Montants
Solde début	7.030.935
Recettes	67.907.680*
Total Recettes	74.938.615
Dépenses	71.190.680
Excédent de trésorerie	3.747.936

* Dont 26.905.188 en milliers de F.CFA attendus des Banques / Partenaires.

**4- SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR
L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

4. SYNTHÈSE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION

4-1 Mise en place de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

La Direction Générale de la SICAP SA a institué une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés par note de service n° 0040/DAJ/SEC du 25 février 2008. Cette note de service et les attestations de prise de connaissance des dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ont été transmises à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) par lettre n° 0595 du 04 mars 2008. Une ampliation de ce courrier a également été faite par la SICAP SA à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Les membres de la Commission des Marchés et ceux de la Cellule de Passation des Marchés sont en conformité respectivement avec les dispositions des Arrêtés n° 11588 et 11586 du Ministère de l'Economie et des Finances du 28/12/2007, au plan de leur nomination, de leur nombre et de leur niveau hiérarchique (niveau cadre ou assimilé).

Présidée par le Directeur Commercial, la Commission des Marchés comprend les cinq directions opérationnelles de la SICAP à savoir les Directions Commerciale, Technique, Informatique, Administrative / Juridique, Financière / Comptable. Le Secrétariat Général assure les fonctions dévolues à la Cellule de Passation de Marchés avec le Chef du Service Contentieux comme membre et son Assistante en qualité de Rapporteur de la Cellule et de la Commission des Marchés.

Les profils des membres de la Commission des Marchés ainsi que de la Cellule sont en adéquation avec les besoins de l'Autorité contractante en matière de passation de marchés.

4-2 Fonctionnement de la Commission des Marchés et de la Cellule de Passation des Marchés

Pour le fonctionnement courant de la SICAP SA ainsi que l'équipement de ses services en mobilier et matériel de bureau, chaque Direction opérationnelle évalue ses besoins par rapport au budget approuvé, en détermine les caractéristiques, puis les soumet à la Direction Administrative et Juridique notamment, le Service du Personnel et des Affaires Générales en vue de la mise en œuvre de la procédure d'acquisition. Ceci, en relation avec la Cellule de Passation des Marchés et la Commission des Marchés.

Au-delà de cette logistique générale, chaque Direction est responsable des dossiers qui sont de son ressort, au plan de ses compétences spécifiques :

- La **Direction Administrative et Juridique** en ce qui concerne l'entretien des locaux du siège, l'acquisition de mobilier, d'équipement des bureaux, de fournitures de bureau, d'imprimés et de consommables, le fonctionnement des

archives, les assurances incendie et risques divers, le carburant, la logistique de fonctionnement dans son ensemble ;

- La **Direction Informatique**, pour l'équipement en logiciels et matériel informatique, la conception de site web, la formation du personnel en matière de bureautique ;
- La **Direction Technique**, pour les études techniques et la réalisation de projets dans le domaine de l'habitat social, des appartements, des bureaux au niveau de différents sites, les équipements techniques du siège;
- La **Direction Commerciale** gérant toute la dimension marketing avec les différents supports nécessaires.

Problèmes identifiés par l'Auditeur :

La Cellule de Passation de Marchés n'a pas établi de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés, ni produit de rapports trimestriels en 2008 (confère dispositions prévues aux alinéas 10 et 13 de l'article premier de l'Arrêté n° 11586 du 28/12/07 relatif aux Cellules de Passation des Marchés...). La Commission des Marchés n'a pas non plus établi le Rapport Annuel 2008 (confère article 141 du Code des Marchés Publics). Il faut toutefois relever que l'audit interne a pris en compte les procédures de passation des marchés dans le processus de fonctionnement de la SICAP. Il marque sa disponibilité pour appuyer les responsables en ce qui concerne la prise en compte des tableaux de bord et rapports périodiques à produire.

Le contrôle de gestion note la nécessité de prendre en compte le processus de passation de marchés notamment dans le souci d'aider l'Autorité contractante à gérer les coûts et prix de revient. Ce qui requiert une plus grande célérité dans la mise en œuvre des procédures de passation de marchés. Dans cette perspective, l'audit interne se propose de ressortir dans les procédures tous les documents de travail pour permettre aux utilisateurs de se familiariser avec ceux-ci.

4-3 Conservation / Archivage des informations

L'archivage a fait l'objet d'une vérification durant la mission. L'essentiel des pièces a été retrouvé dans les dossiers.

**Points de Vérification
Organisation Institutionnelle**

Nom de l'autorité Contractante: SICAP SA

N°	Rubriques	Constats et Commentaires	Notations
1	Commission des Marchés	Les membres de la Commission ont été nommés à la date du 25 Février 2008 . Le Secrétariat est assuré par l'Assistant du Responsable de la Cellule de Passation des Marchés.	1
2	Cellule de Passation des Marchés	La Cellule de Passation des Marchés a été mise en place aussi le 25 Février 2008 . L'archivage des documents de passation de marchés est assuré par chaque Direction pour les dossiers qui sont de son ressort. Cet archivage peut être amélioré pour renseigner sur la gestion du marché jusqu'au terme du processus de réception définitive et de paiement. Par ailleurs, la Cellule n'élabore pas de tableaux de bord et ne présente pas les rapports trimestriels de passation de marchés.	2
3	Capacités en matière de passation de Marchés	Il faut noter la qualité des dossiers présentés dans l'ensemble en ce qui concerne les DAO, lettres d'invitation, PV d'ouverture et d'évaluation. La procédure d'approbation des adjudications est systématiquement mise en œuvre et de façon formelle par les Directions concernées et soumise au Directeur Général de la SICAP SA pour approbation.	1
4	Conclusion	A part la non production des rapports requis par le Code en ce qui concerne la Cellule de passation des marchés d'une part et la Commission des marchés d'autre part, les procédures de passation des marchés sont respectées pour l'ensemble des Appels d'offres lancés et des DRP initiés. La difficulté relevée porte sur la mise en œuvre des projets immobiliers qui connaît des retards importants de plusieurs mois dus à une préparation des dossiers (Avis d'appel d'offres, DAO, marchés) qui n'ont pas fait l'objet de concertations préalables, comme prévu par le Code des Marchés Publics.	1

Système de notation :

Performance satisfaisante = 1
Performance moyenne = 2
Performance non satisfaisante = 3

Ce système de notation a été reconduit pour toutes les grilles suivantes.

**5- SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

5. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

5-1 Plan de Passation des Marchés / Avis Général de Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) 2008 du Programme a été transmis le 07 février 2008 à la DCMP. Il a fait l'objet d'un nouvel envoi le 01 décembre 2008 par lettre n° 3317 suite à l'observation de la DCMP du 24 novembre 2008 qui a exigé de compléter le PPM avec le dossier sur le mobilier et rayonnage pour la salle de documentation.

La présentation du PPM est conforme au modèle officiel exception faite du "Montant estimé" par dossier de passation de marché qui est intégré dans la première colonne relative aux "Réalizations envisagées" et non à part comme préconisé dans le Code des Marchés Publics. Il comporte des écarts entre le budget 2008 et le PPM comme le montre le tableau suivant. Ces écarts portent sur des projets immobiliers (SICAP KEUR GORGUI, SICAP LIBERTE III, COMPLEXE SICAP POINT E) et le remplacement de l'autocommutateur téléphonique au niveau du siège de la SICAP comme l'illustre le tableau ci-après.

Tableau comparatif des inscriptions du budget par rapport à ceux du PPM :

RUBRIQUES	BUDGET 2008 BESOIN DE FINANCEMENT	PLAN DE PASSATION DES MARCHES	
		BESOIN DE FINANCEMENT	INVESTISSEMENT GLOBAL
SICAP MBAO VILLENEUVE 2ième PHASE	9 459 000 000	9 459 000 000	10 812 000 000
SICAP KEUR MASSAR ECONOMIQUE (SKME)	2 066 300 000	2 066 300 000	2 589 000 000
SICAP KEUR MASSAR VIABILISATION PHASE II	12 491 000 000	12 491 000 000	16 781 000 000
SICAP SALY LOTISSEMENT	1 041 000 000	1 041 000 000	1 041 000 000
SICAP KEUR GORGUI PREMIERE PHASE (Site Pyrotechnie)	15 778 000 000	3 409 000 000	4 870 000 000
SACRE CŒUR III - 5e PHASE A - VDN Allées bananières	75 000 000	75 000 000	150 000 000
SIEGE SICAP SA: Remplacement autocommutateur téléphonique	75 000 000	40 000 000	40 000 000
SICAP LIBERTE III	-	2 243 000 000	5 992 000 000
COMPLEXE SICAP POINT E	1 000 000 000	-	-
FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES			70 018 000
MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU BÂTIMENT ANNEXE	83 850 000	83 850 000	118 850 000
MOBILIER ET RAYONNAGE SALLE DOCUMENTATION			
EQUIPEMENTS INFORMATIQUES : 123 249 000 dont	88 249 000		
EQUIPEMENTS 48 169 000			
ORDINATEURS PORTABLES 14 930 000			
CONTRÔLE D'ACCES 25 150 000			
RELIQUAT S/ MARCHE ABM 35 000 000	35 000 000		
MATERIEL DE TRANSPORT	35 000 000		

Le PPM ne comporte pas par ailleurs, les Demandes de Renseignements et de Prix prévus en 2008, mais cette inscription n'est pas obligatoire.

5-2 Tableau de synthèse des marchés passés par la SICAP SA et de l'échantillon constitué par l'Auditeur

Au titre de la gestion 2008, la SICAP a initié 18 dossiers de passation de marchés à savoir:

1. Travaux d'entretien des locaux du Siège (AO)
2. Equipement en matériel informatique (AO)
3. Mobilier et équipement de bureau (AO)
4. Fournitures de bureau, Imprimés et consommables (AO)
5. Remplacement autocommutateur Siège (AO)
6. Réalisation MBAO VILLENEUVE (AO)
7. Réalisation KEUR MASSAR (AO)
8. Archives (AO)
9. Assurance incendie et risques divers (DRP)
10. Acquisition de téléphones portables (DRP)
11. Démolition KARACK (DP)
12. Acquisition de Stores Californiens (DRP)
13. Aménagement cour intérieure (DRP)
14. Etudes, levées topographiques MBAO VILLENEUVE et SALY (DRP)
15. Formation du personnel en bureautique (DRP)
16. Promotion produits SICAP SA (DRP)
17. Achat d'un stand modulaire (DRP)
18. Confection de FLYERS (DRP)

Le tableau de synthèse et l'échantillon constitué (25 %) sont décrits dans le tableau ci-après.

5-3 Commentaires de synthèse sur les marchés contrôlés

Les infractions aux dispositions du Code des Marchés ont surtout concerné **l'ouverture des plis**, du fait de la non transmission du PV d'ouverture aux soumissionnaires.

Ces manquements peuvent induire des recours préjudiciables à une correcte mise en œuvre des marchés au niveau de la SICAP SA.

**QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE
PASSATION DE MARCHES**

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Appel d'offres ouvert (AOO)	8	11 864 552 902	3	9 599 414 639
Appel d'offres restreint (AOR)				
Prestations intellectuelles (PI)				
Demande de Renseignements et de Prix (DPR)	10	98 933 572	2	24 558 586
Entente Directe (ED)	0	-	0	-
Total	18	11 963 486 474	5	9 623 973 225
	100%	100%	28 %	80 %

NATURE DES MARCHES	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nombre</i>	<i>Montant</i>
Travaux	4	11 560 155 568	2	9 476 165 639
Fournitures	9	353 582 300	1	123 249 000
Services	4	35 104 806	1	9 914 786
Prestations intellectuelles	1	14 643 800	1	14 643 800
Total	18	11 963 486 474	5	9 623 973 225
	100%	100%	28%	80%

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marché	Le plan de passation de marchés ne comprend pas les DRP, mais ce n'est pas obligatoire.	1
2	Avis général de passation de marchés	L'avis général de passation de marchés a été publié dans le quotidien "Le Soleil" du 31 janvier 2008.	1
3	Demande renseignements et de prix (DRP)	L'Autorité contractante a saisi par courrier les fournisseurs et prestataires ciblés. Les listes restreintes sont suffisamment diversifiées et les prix proposés sont compétitifs tant pour les prestations relatives à la formation que pour celles qui portent sur l'assurance contre les risques incendies et divers. Dans les deux cas, la SICAP a sélectionné des prestataires réputés dans leur domaine d'activité et jouissant d'une ancienneté avérée sur la place de Dakar. Les dossiers de consultation sont bien élaborés et les adjudications sont faites en faveur des moins disant.	1
4	Délais de passation des marchés	L'évaluation des offres est faite sans retard en général à l'exception de la réalisation du Programme SICAP MBAO VILLENEUVE PHASE II qui a connu une phase de préparation très longue de septembre 2008 à mai 2009 pour la mise aux normes du DAO, de l'avis y relatif, du rapport d'évaluation des offres et des marchés correspondants.	2
5	Procès verbaux d'ouverture des plis	Selon les informations mises à la disposition de l'Auditeur, les procès verbaux d'ouverture des plis ne sont pas communiqués aux soumissionnaires.	2
6	Publication des attributions	Les publications des attributions sont faites conformément au Code des marchés mais ne sont pas toujours disponibles dans les dossiers correspondants.	2
7	Recours	Sans objet	-
8	Gestion des marchés	Les délais d'exécution sont respectés. L'organisation interne responsabilise les Directeurs opérationnels pour le suivi des marchés les concernant. Ceci à l'exception des projets immobiliers comme celui évoqué ci-dessus au point 4.	1

9	Archivage des dossiers	L'Autorité contractante dispose d'un dispositif correct de classement et d'archivage des dossiers de marchés. Toutefois, ce classement n'est pas complet. Les pièces justificatives relatives à la publicité et aux marchés signés de même que les éléments relatifs à l'exécution ne sont pas toujours disponibles.	2
10	Violation de la réglementation	Elle découle d'une méconnaissance de la procédure notamment le fait d'indiquer les dates dans les avis d'appel d'offres, avant la concertation avec la DCMP.	2
11	Conclusion	Il apparaît que pour les opérations courantes relatives aux prestations et aux équipements, les Directions opérationnelles n'ont pas de problème particulier pour exécuter les procédures de passation de marchés dans les meilleures conditions possibles. Cependant, pour les projets immobiliers vu leur importance et le contrôle a priori incontournable, il faut une anticipation dans leur préparation c'est-à-dire dès l'approbation des budgets correspondants et des concertations avant la finalisation des dossiers avec la DCMP. Mais les procédures de passation des marchés sont satisfaisantes, dans l'ensemble.	1

6- REVUE DETAILLEE DES MARCHES

APPEL D'OFFRES OUVERT n°3

Référence des marchés : N°883, 884, 885 et 886

Objet du marché : ENTRETIEN EN TOUS CORPS D'ETAT DU PATRIMOINE DE LA SICAP SA (Neuf lots : Gros œuvre, Carrelage / revêtement, Etanchéité, Charpente / Couverture / Plafonnage, Menuiserie Bois, Menuiserie métallique et aluminium, Plomberie sanitaire, Electricité, Peinture / Vitrerie).

Montant des marchés : 3 409 432, 4 044 820, 4 244 999 et 5 466 388 F.CFA

Références des titulaires : (1) GIE BAY SA WAR : 3 409 432 Sacré Cœur III 3^{ème} et 4^{ème} phases, (2) GICA SURL : 4 044 820 Sacré Cœur III 5^{ème} phase et VDN, (3) EPNB : 4 244 999 Autres lotissements, 4 KCM KEUR CHEIKH : 5 466 388 Sacré Cœur III 1^{ère} et 2^{ème} phases.

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation ³
1.	Plan de passation de marchés	Le marché n'est pas mentionné dans le PPM transmis à la DCMP. Il a été publié un avis général de passation de marchés par l'Autorité contractante à ce sujet. Cet avis mentionne le marché.	2
2.	Revue du dossier d'appel d'offres	Un dossier d'appel d'offres complet a été émis par le Maître d'œuvre le 07 mai 2008. Il est pour l'essentiel conforme au dossier type d'appel d'offres pour les passations de marchés de travaux (de taille moyenne) édité en décembre 2008. Il manque entre autres, le délai de validité des offres et le modèle d'engagement à respecter la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics.	1
3	Publicité	L'avis d'appel d'offres a fait l'objet de publication dans le quotidien d'informations générales "L'As". L'Avis d'appel d'offres est conforme au modèle publié sur le site de l'ARMP à l'exception de la mention du délai de validité des offres. Le délai accordé pour le dépôt des offres est d'un mois du 13 mai date à partir de laquelle les éventuels soumissionnaires pouvaient procéder à l'acquisition du DAO au 10 juin 2008 date de dépôt des offres.	1
4.	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu en séance publique le 10 juin comme prévu. Etaient présents à cette séance d'ouverture les membres de la Commission des marchés et les représentants du Ministère de tutelle et du Contrôle financier tel que prévu par l'alinéa 3 de l'article 37 du Code des Marchés Publics. 9 représentants d'entreprises soumissionnaires sur 14 ont également assisté à la séance d'ouverture des plis. Il a été passé en revue les pièces administratives ainsi que les offres financières. Un délai de trois jours avait été accordé aux soumissionnaires concernés pour compléter leurs dossiers. Le PV d'ouverture n'a pas été communiqué aux soumissionnaires.	2

5	Evaluation des offres et Proposition d'attribution provisoire	Une commission technique avait été instituée 11 juin au 08 juillet pour (i) la vérification de la conformité des offres, (ii) la vérification des offres financières, (iii) la qualification des soumissionnaires. La Commission des Marchés a adopté le rapport de la Commission technique et procédé à l'adjudication provisoire le 15 juillet 2008. Les adjudicataires étant les suivants : (1) GIE BAY SA WAR : 3 409 432 Sacré Cœur III 3 ^{ième} et 4 ^{ième} phases, (2) GICA SURL : 4 044 820 Sacré Cœur III 5 ^{ième} phase et VDN, (3) EPNB : 4 244 999 Autres lotissements, 4 KCM KEUR CHEIKH : 5 466 388 Sacré Cœur III 1 ^{ière} et 2 ^{ième} phases.	1
10	Publication de l'attribution provisoire	Aucun document n'atteste la publication de l'attribution provisoire dans le dossier communiqué.	3
11	Revue des marchés	Les marchés ont été signés le 18 septembre 2008.	1
12	Approbation et notification du marché	Les marchés ont été notifiés aux adjudicataires le 16 octobre par lettres n° 2883, 2885, 2886 et 2887 faisant l'objet d'accusé de réception le même jour.	2
13	Publication de l'attribution définitive	Le document justifiant la publication de l'attribution définitive n'a pas été communiqué.	2
15	Exécution du marché	Aucune pièce n'a été communiquée en ce qui concerne l'exécution du marché.	3
16	Paiements	Au titre des paiements relatifs à ce marché, aucune pièce justificative n'a été remise à l'Auditeur.	3
17	Recours et litiges	N/A.	-
18	Vérification de l'exécution physique	N/A.	-
19	Conclusion	Le dossier a été bien géré au plan technique. Cependant, l'archivage des pièces n'est pas assuré de façon satisfaisante. Procédure moyenne dans l'ensemble.	2

APPEL D'OFFRES OUVERT n°10

Références des marchés : n°887 ALH & DAROSA, n°889 SAHEL GROUPE SA, n°888 CSTB SARL

Objet du marché : TRAVAUX DE REALISATION DU PROGRAMME SICAP MBAO
VILLENEUVE PHASE II : 544 logements (XVI lots en tous corps d'état)

Montant des marchés : 4 289 133 235, 1 160 470 268 et 3 843 794 049 de F.CFA

Références des titulaires : pour les lots I à VII, Entreprises ALHAMDOULILAH & DAROSA pour 4 289 133 235; pour les lots VIII et IX, SAHEL GROUPE SA : 1 160 470 268; pour les lots X à XV, CSTB SARL : 3 843 794 049.

N°	Rubrique	Constats et commentaires	Notation
1.	Plan de passation de marchés	Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP pour un investissement global de 10,812 milliards de F.CFA. Il est également mentionné dans l'avis général de passation de marchés publié dans le quotidien "Le Soleil" du 31 janvier 2008 par l'Autorité contractante.	1
2.	Revue du dossier d'appel d'offres	Un dossier d'appel d'offres complet a été émis par le Maître d'œuvre le 15 septembre 2008. Le dossier a été soumis à la DCMP et validé après plusieurs échanges avec cette structure. Il est pour l'essentiel conforme au dossier type d'appel d'offres pour les passations de marchés de travaux (de taille moyenne) édité en décembre 2008.	1
3	Publicité	L'avis d'appel d'offres a fait l'objet d'insertions dans le quotidien "Le Soleil" du 30 octobre 2008. Le délai accordé pour le dépôt des offres va du 03 novembre au 03 décembre 2008, soit un mois (1).	1
4	Ouverture des offres	L'ouverture des offres a eu lieu en séance publique, en présence des soumissionnaires le 03 décembre 2008. Etaient présents les Présidents de la Cellule de passation des marchés ainsi que de la Commission, les membres de ladite Commission ainsi que les représentants de la tutelle et du Contrôle financier en plus des représentants de six entreprises soumissionnaires. Il est demandé aux entreprises soumissionnaires concernées de produire les preuves de l'éligibilité des structures qui leur ont délivré des cautions et ceci sous vingt quatre heures. Une partie de ces entreprises soumissionnaires est tenue de compléter sous huitaine leurs pièces administratives et une attestation de préfinancement bancaire conforme au cahier des charges. Une commission technique est désignée pour évaluer les offres et indiquer des pistes de choix. Aucun élément du dossier ne permet de dire que le PV d'ouverture a été transmis aux soumissionnaires.	1

5	Evaluation des offres et Proposition d'attribution provisoire	<p>Il a été procédé le 20 janvier 2009 à l'adjudication provisoire suite au rapport de la commission technique qui s'est tenue du 18 au 26 décembre 2008. La Commission technique a procédé à (1) la vérification de la qualification des soumissionnaires, (2) à la vérification de la conformité de leurs offres, (3) à la vérification de leurs offres financières. A l'issue de ce travail, des propositions d'adjudication provisoire ont été formulées par la Commission technique. Seul le lot XVI (22 DUPLEX 3) n'a pas fait l'objet d'offres.</p> <p>La Commission des Marchés a adopté le rapport technique le 20 janvier 2009 et procédé à l'adjudication provisoire en TTC et en F.CFA comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les lots I à VII, Entreprises ALHAM-DOULILAH & DAROSA pour 4 289 133 235; - pour les lots VIII et IX, SAHEL GROUPE SA : 1 160 470 268; - pour les lots X à XV, CSTB SARL : 3 843 794 049. - Pour le lot XVI qui n'a pas fait l'objet d'offre, la Commission des Marchés a proposé sa relance. <p>Le Directeur Général de la SICAP a approuvé le PV d'ouverture des plis, le rapport technique et le PV d'adjudication provisoire le 26 janvier 2009.</p> <p>Le Rapport d'Attribution et le Rapport d'Analyse comparative des offres ont été transmis à la DCMP.</p>	1
6	Publication de l'attribution provisoire	<p>L'attribution provisoire a été publiée les 14 et 15 mars 2009 dans le quotidien "Le Soleil".</p> <p>L'avis d'attribution provisoire publié est conforme à celui édité par l'ARMP dans son site par décision n° 3/CRMP du 20 mai 2008 à l'exception des numéros de marché qui manquent.</p>	1
7	Revue des marchés	<p>Les marchés ont fait l'objet d'une revue par la DCMP qui a permis de les mettre en conformité avec les dispositions du Code des Marchés Publics. Confère lettres n° 916 et 1154 des 07 et 29 avril 2009 de la SICAP SA à la DCMP et Avis de non objection du 10 avril 2009 de cette dernière sous réserve d'une prise en compte de ses observations. La SICAP SA a tenu compte de ces observations et finalisé les marchés.</p>	2
8	Approbation et notification du marché	<p>Les marchés ont été approuvés le 20 Août et notifiés le 16 septembre 2009.</p>	1
9	Publication de l'attribution définitive	<p>Elle serait en cours, d'après la Direction Technique.</p>	2
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	<p>La DCMP a joué un rôle d'appui pour la mise en conformité des différents documents relatifs à la procédure de passation des marchés concernant la réalisation de SICAP MBAO VILLENEUVE. Notamment avec la mise en conformité par rapport aux dispositions du nouveau Code des Marchés Publics de l'Avis d'Appel d'Offres et du DAO correspondant de même que le PV d'attribution provisoire et les</p>	1

		projets de marchés y relatifs. Les délais ont été respectés conformément aux dispositions des articles 138 et 139 du CMP et dans le strict respect des dispositions arrêtées par l'ARMP.	
11	Exécution du marché	L'installation serait en cours sur le site.	-
12	Paiements	Sans objet.	-
13	Recours et litiges	Sans objet.	-
14	Vérification de l'exécution physique	Sans objet.	-
15	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	sans objet	-
16	Conclusion	Le concours de la DCMP aux diverses étapes a permis à l'Autorité contractante de respecter les dispositions du Code des Marchés.	1

APPEL D'OFFRES OUVERT n°4

Objet du marché : Equipements informatiques

Montant du marché : Lot II : 23 503 240 F.CFA et Lot III : 10 689 750 ; 439 550 ; 551 494 ; 47 200 F.CFA

Référence des titulaires : CFAO TECHNOLOGIES, BULL SENEGAL, MASTER OFFICE, MASTER COMPUTERS SYSTEMS, OUMOU INFORMATIQUE, SYSTEM PLUS.

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
1.	Plan de passation de marchés	<p>Le marché est mentionné dans le PPM transmis à la DCMP pour 88 249 000 F.CFA.</p> <p>Il est également mentionné dans l'avis général de passation de marchés.</p>	1
2.	Revue du dossier d'appel d'offres	<p>Le dossier d'appel d'offres comprend les parties essentielles requises et des critères de qualification et d'évaluation mesurables et pertinents. Les caractéristiques techniques et les pièces sont précises.</p>	1
3	Publicité	<p>L'avis d'AO a été publié dans le quotidien d'informations générales "L'AS" des 04 et 6 juillet 2008.</p> <p>Toutes les mentions requises sont incluses dans l'Avis d'Appel d'Offres, conformément au modèle publié par l'ARMP sur son site.</p> <p>Le délai accordé pour le dépôt des offres est de quarante cinq (45) jours du 16 juin 2008 date de retrait du DAO par tout soumissionnaire intéressé au 31 juillet date de dépôt des offres. Cependant, la date de publication de l'AAO ne donne qu'un délai d'environ un mois aux soumissionnaires.</p>	1
4	Ouverture des offres	<p>L'ouverture des offres a eu lieu le 31 juillet 2008 comme prévu dans le DAO en séance publique en présence des représentants des soumissionnaires au nombre de 6.</p> <p>Huit membres de la Commission et de la Cellule des marchés, dont le Président ont participé à la séance d'ouverture des offres en présence des représentants des soumissionnaires.</p> <p>La Commission a procédé à la vérification des pièces administratives des soumissionnaires et des offres financières des soumissionnaires. Un délai d'une semaine est accordé aux soumissionnaires concernés pour compléter leur dossier administratif.</p> <p>Une commission technique est constituée pour analyser les offres.</p>	1

5	Evaluation des offres et Proposition d'attribution provisoire	<p>L'évaluation des offres a eu lieu le 18 novembre 2008 à la suite de la réunion de la Commission technique le 07 octobre 2008. La Commission des Marchés a adopté les critères d'évaluation mis en œuvre par la Commission technique. Celle-ci avait vérifié dans un premier temps la conformité des offres des soumissionnaires par rapport aux spécifications techniques contenues dans le DAO. Toute non-conformité absolue sur un élément d'évaluation entraînant une disqualification.</p> <p>L'analyse financière a porté sur les offres conformes. A l'issue de cette évaluation les attributions provisoires ont été les suivantes :</p> <p>Lot I : Solution matérielle et logicielle de serveur de base de données, 01 Armoire Rack : CFAO TECHNOLOGIES pour 151 578 272 F.CFA ;</p> <p>Lot 2 : Solution matérielle et logicielle de Serveur Mail, Solution matérielle de Serveur WEB : CFAO TECHNOLOGIES pour 23 503 240 F.CFA ;</p> <p>Lot III : 10 ordinateurs portables, 05 imprimantes Laser, 03 imprimantes matricielles et des accessoires et périphériques : BULL SENEGAL : 10 689 750, MASTER OFFICE : 439 550, MASTER COMPUTERS SYSTEMS : 551 494, OUMOU INFORMATIQUE : 47 200, SYSTEM PLUS : 48 734.</p> <p>Les attributions provisoires ont été approuvées par l'Autorité contractante. Toutefois, la SICAP a renoncé à l'acquisition du lot I compte tenu des limites de son budget.</p>	1
6	Publication de l'attribution provisoire	<p>L'attribution provisoire a fait l'objet de publication le 14 janvier 2009 dans le quotidien "Le Soleil".</p> <p>l'avis d'attribution provisoire est conforme au modèle publié par l'ARMP à l'exception du numéro de marché.</p>	1
7	Revue des marchés	<p>les marchés signés sont conformes au projet contenu dans le DAO.</p> <p>Les garanties de bonne exécution et de remboursement d'avance ont été prises en compte.</p>	1
8	Approbation et notification du marché	<p>Le marché a été approuvé par l'autorité compétente le 29 avril 2009 et le 03 juillet 2009 pour BULL SENEGAL et CFAO TECHNOLOGIES.</p> <p>Les justificatifs relatifs à la notification du marché ne sont pas disponibles dans le dossier.</p>	2
9	Publication de l'attribution définitive	<p>L'attribution définitive a été publiée le 20 octobre 2008 dans le quotidien "Le Soleil".</p> <p>L'avis d'attribution définitive est conforme au modèle publié par l'ARMP.</p>	1
10	Contrôle et avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)	Sans objet	
11	Exécution du marché	<p>La caution de bonne exécution a été fournie par BULL SENEGAL.</p> <p>CFAO TECHNOLOGIES : la caution de bonne exécution n'est pas dans le dossier.</p>	2

¹²	Paielements	Les demandes de paiement n° 13 à 15 de la Direction Informatique confirment l'exécution des commandes et leur facturation. Toutefois, le dossier communiqué ne comporte pas toutes les pièces requises. Notamment celles concernant CFAO TECHNOLOGIES.	2
¹³	Recours et litiges	Sans objet.	-
¹⁴	Vérification de l'exécution physique	Vérification effectuée.	1
¹⁵	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
¹⁶	Conclusion	La procédure a été correctement menée. Seules quelques pièces manquaient au classement. Procédure satisfaisante dans l'ensemble.	1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Références du marché : Contrat de formation du 26 décembre 2008.

Objet du marché : Renforcement des capacités du personnel en Bureautique informatique et Gestion de Projet.

Montant du marché : 14 643 800 F.CFA

Référence du titulaire : STRATEGIES & SOLUTIONS INFORMATIQUES « 2SI »
Zone B – Villa n°27 A-Bis

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP, mais ce n'est pas obligatoire. Son examen ne révèle pas de fractionnement.	1
2	Publicité	La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité autre que celle ciblant la liste restreinte.	1
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	La lettre d'invitation est datée du 09 octobre 2008. La date limite de dépôt des offres, c'est le 16 octobre 2008. Soit un délai d'une semaine.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	Candidats présélectionnés : - HARD & SOFT, FULL TECHNOLOGIES FORMATION, GLOBAL COMPUTER SOLUTIONS, STRATEGIES & SOLUTIONS INFORMATIQUES, ABCIS CONSULTING et CFAO TECHNOLOGIES, SOLID ; - La lettre d'invitation a été réceptionnée par les candidats présélectionnés.	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Cinq offres ont été reçues : - 1. CFAO TECHNOLOGIES - 2. STRATEGIES & SOLUTIONS INFORMATIQUES (2SI) - 3. FULL TECHNOLOGIES FORMATION - 4. SOLID - 5 GLOBAL COMPUTER SOLUTIONS Les offres sont archivées Les entreprises présélectionnées existent.	1
6	Procédure d'ouverture des offres	Les offres n'ont pas été ouvertes en présence des cabinets présélectionnés, mais cette procédure n'est pas obligatoire.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Il a été procédé d'abord à une évaluation technique conformément au cahier de charges. Les critères d'évaluation retenus ont porté sur : - La conformité des offres par rapport aux spécifications techniques du cahier de charges ; - Le coût de l'offre proposée.	1

8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet d'un contrat signé le 26 décembre 2008 Il était prévu pour 29 jours, à compter de janvier 2009 dans les locaux de 2SI.	1
9	Exécution du contrat	La formation a été dispensée dans les délais prévus et facturée les 02 et 22 avril 2009 pour un effectif de 110.	1
10	Paiements	Les paiements ont été déclenchés par la Direction Informatique de la SICAP qui a émis les Demandes de paiement n°9 et 10.	1
11	Compétitivité des prix	Les prix retenus sont ceux du moins disant. Ils sont compétitifs.	1
12	Recours et litiges	Sans objet	
13	Vérification de l'exécution physique	Les attestations délivrées et les témoignages de participants font foi.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
15	Conclusion	Cette procédure a été correctement menée. Les dossiers de sélection sont bien élaborés et respectés. Le cabinet de formation jouit d'une très bonne réputation. Un monitoring est prévu pour apprécier l'impact. Procédure satisfaisante.	1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Références du marché : Contrat n°11 110 00302 du 10 mars 2008.

Objet du marché : Assurance en incendie et risques divers du patrimoine de la SICAP

Montant du marché : 9 914 186 F.CFA

Référence du titulaire : CNART ASSURANCES 11, rue Dr Thèse, Rocade Fann Bel Air à Dakar.

N°	Rubriques	Constats et commentaires	Notation
1	Plan de passation de marchés	La DRP n'est pas indiquée dans le PPM transmis à la DCMP, mais ce n'est pas obligatoire. L'examen de la DRP ne révèle pas de fractionnement.	1
2	Publicité	La DRP n'a pas fait l'objet d'une publicité particulière.	2
3	Délai accordé pour le dépôt des offres	Un délai d'une semaine est accordé aux 7 structures ciblées. Du 14 au 20 novembre 2007.	1
4	La liste restreinte est-elle composée d'au moins 5 candidats	La liste restreinte se compose de 7 sociétés d'assurance.	1
5	Vérification de l'existence effective d'offres	Les offres sont classées dans le dossier communiqué.	1
6	Procédure d'ouverture des offres	La procédure d'ouverture des offres s'est déroulée en l'absence des soumissionnaires. Leur présence n'étant pas obligatoire.	1
7	Vérification des PV d'ouverture et d'évaluation	Il résulte de l'examen du PV d'ouverture que 6 offres ont été reçues. Une seule société n'a pas fait de proposition. La SICAP a confié à une Commission technique le soin de procéder à l'évaluation des offres et de faire des propositions à la Commission des Marchés. Le marché a été attribué à l'offre la moins disante assortie de propositions supplémentaires.	1
8	Documents contractuels	La DRP a fait l'objet d'un contrat signé entre les parties le 13 décembre 2007 et prenant effet pour compter de janvier 2008.	1
9	Exécution du contrat	La couverture a porté sur l'année 2008 comme préconisé par le contrat signé.	1
10	Paielements	Le paiement a été déclenché par la Direction Administrative et Juridique de la SICAP, le 09 mai 2008 sur la base de la demande de paiement n° 86 avec en annexe la facture du 10 mars 2008 du Prestataire et la contrat correspondant.	1

11	Compétitivité des prix	Les prix sont compétitifs dans la mesure où la consultation a ciblé les Sociétés d'assurance les plus représentatives sur la place de Dakar. La SICAP ayant déjà travaillé avec certaines d'entre elles. La CNART a proposé l'offre la moins chère tout en l'assortissant de propositions supplémentaires. Par ailleurs, le critère de solvabilité constitue aussi un aspect déterminant dans le choix.	1
12	Recours et litiges	Sans objet	-
13	Vérification de l'exécution physique	Le contrat est exécuté dans de bonnes conditions. Aucun problème particulier n'a été relevé.	1
14	Indiquer les violations éventuelles à la réglementation constatées pendant la passation et l'exécution du marché	Sans objet	
15	Conclusion	Cette DRP a été initiée dans de bonnes conditions et bien exécutée.	1

**DEPENSES IDENTIFIEES A LA SUITE DU CONTRÔLE PAR
L'AUDITEUR DE L'EXHAUSTIVITE DES DONNEES RELATIVES
AUX DEPENSES**

L'examen des états financiers (Bilan, Compte de résultat de la SICAP SA et l'analyse du Grand livre des comptes ont permis à l'Auditeur d'identifier des postes de dépenses avec les montants cumulés ci-après au 31/12/2008 (en francs CFA) :

Rubriques	Montants en F. CFA	Observations
Carburant	79.309.891	La SICAP SA n'a pas procédé par appel d'offres. Elle a fait des approvisionnements directs auprès de TOTAL SENEGAL. Les appels d'offres lancés antérieurement demeuraient, d'après l'Autorité Contractante, sans suite.
Honoraires M ^e Boubacar WADE, Avocat	20.000.000	Convention initiale de 1.500.000 de représentation en justice des intérêts de la SICAP du 07/11/1984 reconduite par avenant du 05/03/02 de 20.000.000 de francs CFA par an.
Honoraires M ^e Issa DIOP, Avocat	3.224.500 et 10.000.000	Convention de représentation des intérêts de la SICAP SA et protocole du 1 ^{er} janvier 2006 renouvelable par tacite reconduction (article 3).
Honoraires cabinet CONVEX (Assistance fiscale)	28.362.775	Protocole d'accord cadre du 19/07/06 préconisant une rémunération forfaitaire de 2.500.000 et une commission de 15 % sur le total des dégrèvements obtenus, des restitutions de TVA, et des pénalités négociées.

Il conviendrait de limiter dans le temps la reconduction de ces avenants et de procéder à des consultations auprès des cabinets d'avocats et des cabinets fiscaux de la place, pour bénéficier de réductions sur ces dépenses.

ANNEXES

Annexe n° 1 Commentaires de l'Autorité Contractante sur le
Rapport Provisoire

Annexe n° 2 Réponse de l'Auditeur

Réponse de l'Auditeur aux observations de la SICAP-SA

L'Auditeur rappelle à l'Autorité Contractante **(1)** les dispositions du Code des Marchés **(2)** l'article 1^{er} de l'arrêté n° 11 586 du 28/12/07 **(3)** la lettre de l'Autorité de Régulation des Marchés ref 000925 ARMP/DG/DAF en date du 21 Août 2009 (donc un (1) mois avant le démarrage effectif de l'audit stipulant que « ... toute l'information requise soit disponible en un lieu unique, notamment au sein des cellules de passation des marchés ... »).

Il est apparu que ces dispositions relatives à un classement en un lieu unique n'ont pas été respectées. L'Auditeur n'a pas pu disposer comme il se devait de ces documents **au cours de la mission d'audit et jusqu'à son départ de vos locaux**. Leur production de votre part **après la production du rapport provisoire** ne peut influencer l'opinion de l'Auditeur, bien au contraire. Du reste, le correct classement des documents d'achats en un lieu unique était un critère d'évaluation des performances de l'Autorité Contractante.

En ce qui concerne le point relatif au carburant, l'Auditeur signale que des économies et / ou des facilités de paiement peuvent bel et bien être obtenues par l'Autorité Contractante par la mise en concurrence des compagnies pétrolières en charge de la distribution. Dans le cadre de la présente mission, l'Auditeur a rencontré le cas d'Autorités Contractantes qui ont pu bénéficier de rabais sur le prix au litre et de meilleures conditions de paiement du fait des appels d'offres qu'elles ont lancés sur le carburant.

**Le Représentant du Groupement
BARRY / MONTEIL**